



Agence de  
**La Réunion**

## CONJONCTURE ECONOMIQUE

# Tendances conjoncturelles

3<sup>e</sup> trimestre 2025

L'indicateur du climat des affaires (ICA) reste inchangé au 3<sup>e</sup> trimestre à 97,5 (-0,2 point), après un rebond au trimestre précédent (+7,7 points). Le redressement de l'ICA depuis son point bas de début d'année marque ainsi une pause. 63 % des professionnels interrogés jugent que leur activité est affectée par l'incertitude politique au niveau national. Ils considèrent cependant pour la première fois depuis fin 2023 qu'elle ne baissera pas dans les trois prochains mois.

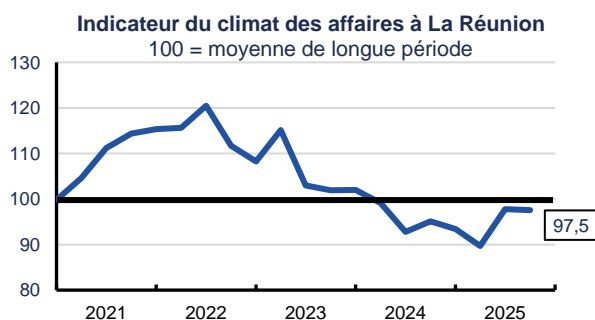
L'activité et l'emploi stagnent au 3<sup>e</sup> trimestre. La consommation privée reste hésitante, en particulier pour les achats de biens. L'environnement est pourtant plus favorable s'agissant des prix, dont la hausse continue de ralentir. Les effets du passage du cyclone Garance tendent également à s'estomper.

La reprise dans les secteurs du commerce et du BTP est plus fragile que dans celui des services au 3<sup>e</sup> trimestre. Elle est plus solide dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-alimentaire et de l'agriculture. Dans le secteur du tourisme, l'activité baisse par rapport au début de l'année.

## Une reprise économique en pause au 3<sup>e</sup> trimestre

### Le climat des affaires reste inchangé

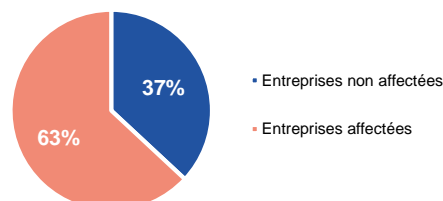
L'activité économique stagne au 3<sup>e</sup> trimestre : l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, reste stable à 97,5, un niveau proche de sa moyenne de longue période.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - © IEDOM

L'ICA se stabilise après le redressement progressif observé suite au point bas du début d'année. Les chefs d'entreprise anticipent qu'une hausse de leur volume d'activité devrait succéder à cette stabilisation au prochain trimestre. Les soldes de gestion (charges d'exploitation, trésorerie et délais de paiement) ne devraient cependant pas bénéficier de cette amélioration, et devraient continuer à se détériorer dans les prochains mois. Une majorité (63 %) des professionnels interrogés y voient la conséquence des incertitudes politiques au niveau national.

### Part des entreprises qui déclarent être impactées par l'incertitude politique nationale



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - © IEDOM

Question de l'enquête : Selon vous, l'incertitude politique actuelle au niveau national a-t-elle un impact négatif sur l'activité de votre entreprise ?

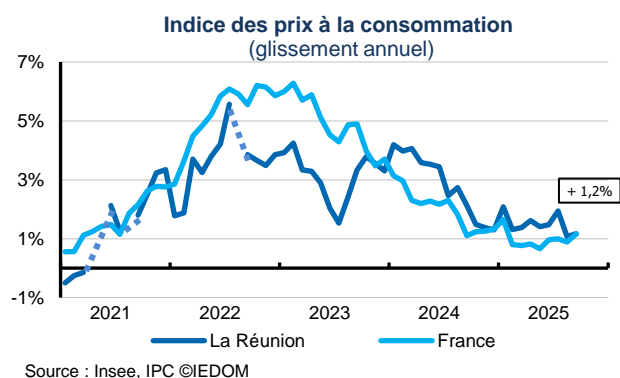
Le débat sur la suppression des exonérations de charges sociales au titre de la LODEOM et, dans l'ensemble, l'examen du projet de loi de finances pour 2026 concentrent les inquiétudes des entrepreneurs interrogés.

### Baisse de l'inflation

Les prix à La Réunion ralentissent au troisième trimestre, à 1,2 % en glissement annuel, après +1,5 % à fin juin, et évoluent désormais au même rythme que les prix en France entière.

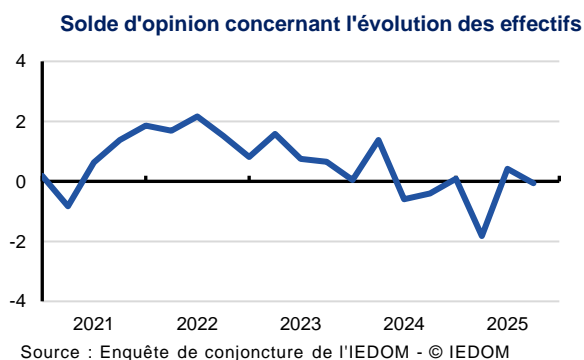
Ce ralentissement procède principalement de la diminution des prix de l'énergie, pétrole comme électricité, en baisse de 9,3 % en glissement annuel, contribuant pour -0,7 point de pourcentage à l'indice général des prix. Les prix des services, portés par la santé et les communications, restent dynamiques

(+2,8 %), et contribuent positivement à l'indice (+1,3 pp), malgré une diminution des tarifs des services de transports. La hausse des prix alimentaires ralentit à mesure que s'estompent l'effet du cyclone Garance, mais reste sensible sur un an (+2,3 %).



### Les créations d'emploi sont à l'arrêt

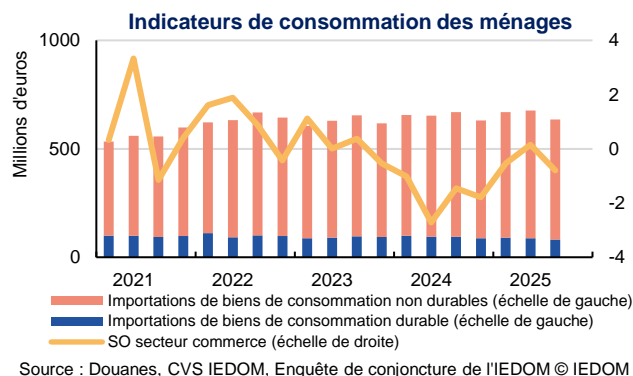
Les chefs d'entreprises signalent que leurs effectifs sont stables (le solde d'opinion est proche de 0) par rapport au trimestre précédent.



Ce faible dynamisme du marché du travail est confirmé par les statistiques de demandeurs d'emploi au 3<sup>e</sup> trimestre : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A atteint 118 520, soit une légère hausse de 1,7 % en variation trimestrielle (donnée CVS-CJO). Dans cette catégorie, les moins de 25 ans subissent la plus forte hausse (+4,6 % en vt, donnée CVS-CJO).

### La consommation privée reste hésitante

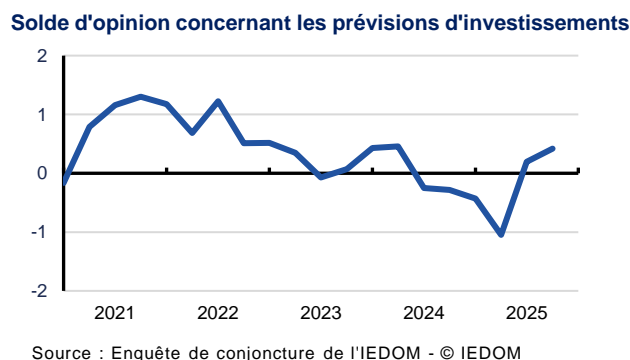
La consommation des ménages réunionnais reste peu dynamique. Les montants d'importations de biens de consommation durables et non durables marquent le pas ce trimestre, avec des baisses respectives de 6,1 % et 5,9 % par rapport au trimestre précédent. Les chefs d'entreprise du secteur du commerce déclarent une activité qui se contracte légèrement sur le trimestre, après un redressement le trimestre précédent. Ils déclarent toutefois des effectifs en hausse pour la première fois en 2025. Les résultats du secteur automobile à septembre sont bien orientés selon les professionnels de la filière. La circulation fiduciaire continue sa progression à fin septembre (+3,2 % s'agissant des prélèvements).



Néanmoins, le nombre de ménages ayant déposé un dossier de surendettement à l'IEDOM continue de croître, signe que la situation financière des ménages les moins favorisés reste fragile. Au 3<sup>e</sup> trimestre, celui-ci est en hausse de 18,1 % par rapport à la même période l'année dernière.

### Hausse des prévisions d'investissement

Les prévisions d'investissement à 12 mois sont en hausse pour le deuxième trimestre de suite. Les importations de biens d'investissements augmentent par rapport au trimestre précédent (+8,1 %).

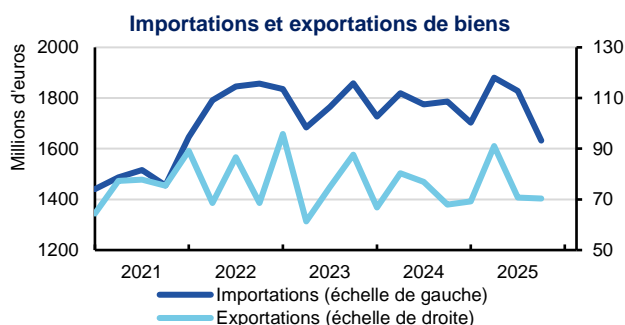


La vulnérabilité des entreprises diminue avec la baisse du nombre de défaillances d'entreprises ce trimestre. En cumul sur les douze derniers mois, elles atteignent 1 046 (-2,7 % en glissement annuel) défaillances à fin septembre après 1 222 à leur pic à fin décembre 2024, et retrouvent un niveau proche de celui de 2<sup>e</sup> trimestre de l'année précédente.

### Fléchissement des échanges extérieurs

Le niveau des exportations ne présente pas d'amélioration ce trimestre (-0,5 %, en valeur, CVS), alors que celui-ci était déjà baissier au précédent trimestre (-22,3 %, donnée CVS). Cette quasi stabilité masque cependant une baisse des exportations de biens de consommation non durables au profit de biens d'investissement.

Les importations, quant à elles, reculent plus fermement sur le trimestre (-10,7 %, donnée CVS). Cette évolution résulte principalement d'une nette baisse des biens intermédiaires (-30,1 %, données CVS), qui apparaît comme une correction de la forte hausse enregistrée au trimestre précédent sur l'import de biens destinés à la production énergétique (biocarburants et pellets de bois de chauffage).



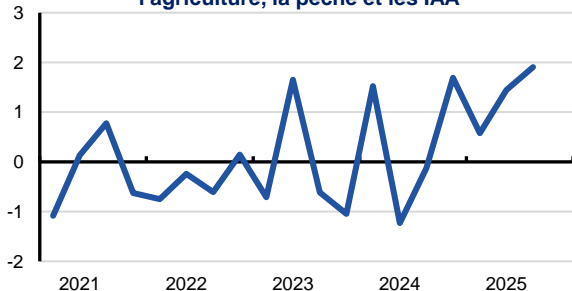
Source : Douanes, CVS IEDOM - © IEDOM

## Une conjoncture sectorielle en demi-teinte

La reprise dans les secteurs de l'industrie, de l'agro-alimentaire et de l'agriculture est plus solide que dans ceux du commerce et du BTP au 3<sup>e</sup> trimestre. L'activité est stable dans les services et baisse par rapport au début de l'année dans le tourisme.

Les secteurs de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires (IAA)** enregistrent un nouvel accroissement de leur activité au 3<sup>e</sup> trimestre 2025, selon les chefs d'entreprise interrogés. Ces derniers déclarent des carnets de commandes en forte hausse et des stocks de produits finis en forte baisse pour le second trimestre consécutif. Les prix de vente sont en baisse, à l'image de la petite tomate plein champ dont le prix de gros est inférieur à un euro par kilo en septembre. Les abattages de bovins (+3,3 %, donnée CVS) et de porcins (+2,3 %, donnée CVS) sont en hausse sur le trimestre. Cependant, les exportations du secteur sont en retrait en variation trimestrielle (-19,2 %, donnée CVS) et sur un an. Les prévisions d'investissement restent bien orientées.

### Solde d'opinion concernant l'évolution de l'activité dans l'agriculture, la pêche et les IAA



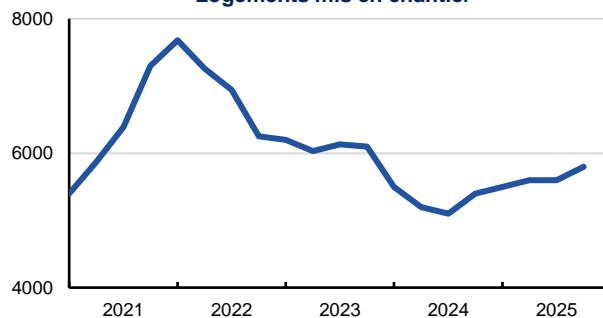
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - © IEDOM

La **filière canne à sucre** connaît néanmoins une campagne historiquement basse. A fin septembre, le tonnage de récolte en cumul annuel était respectivement inférieur de 37,7 % par rapport à 2024 et 50,0 % par rapport à la moyenne 2015-2024 (donné du CTICS). Au 3<sup>e</sup> trimestre, les exportations de sucre de canne sont en baisse de 13,4 % en valeur par rapport à l'année précédente.

Dans le secteur du **batiment et des travaux publics**, la croissance de l'activité ralentit ce trimestre. Les effectifs déclarés sont en baisse pour la première fois depuis un an et les soldes de gestion (charges, trésoreries et délais de paiement) sont proches de zéro. Certains chefs d'entreprise considèrent que la proximité des élections

municipales freine le développement des projets immobiliers. Plusieurs indicateurs suggèrent néanmoins un redressement de l'activité à venir : le solde des prévisions d'investissement sur 12 mois redevient positif pour la première fois depuis la mi-2024 ; les carnets de commande ainsi que les logements autorisés (+8,2 %, donnée CVS) sont en augmentation sur le trimestre.

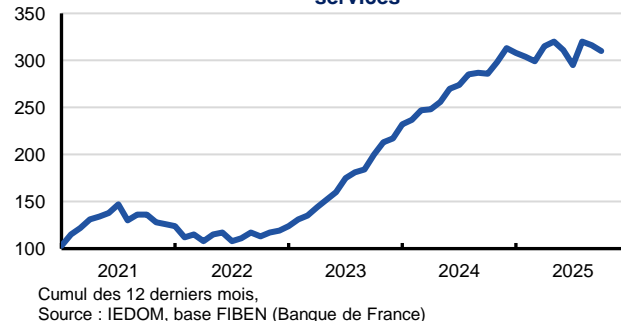
### Logements mis en chantier



Source : INSEE, cumul annuel

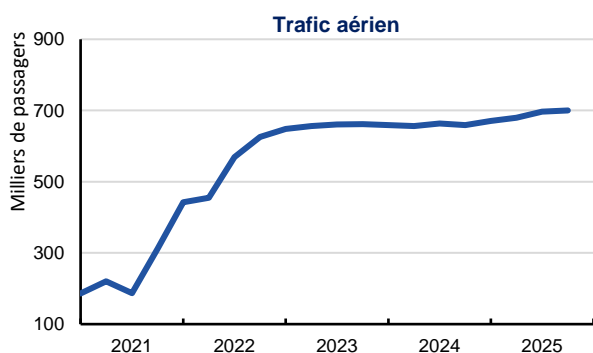
Dans le secteur des **services marchands**, l'activité stagne ce trimestre, comme en attestent le volume d'affaires et les effectifs déclarés par les entreprises interrogées. Le tissu entrepreneurial reste vulnérable : le nombre de défaillances d'entreprise y augmente de 3,0 % entre fin juin et fin septembre 2025. Les prévisions d'investissement à douze mois ralentissent de nouveau, traduisant des incertitudes sur le niveau d'activité à venir.

### Évolution des défaillances du secteur des services



Le secteur du **tourisme** enregistre des évolutions contrastées. Le volume d'activité déclaré est baissier pour le deuxième trimestre consécutif. En particulier, l'activité du secteur de la restauration se contracte selon

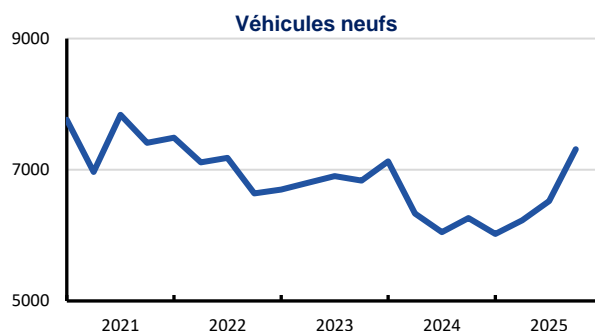
certaines professions, suggérant que c'est davantage le tourisme local qui a ralenti. Les données de trafic aérien soulignent quant à elles une tendance plutôt positive (+6,2 % en ga, donnée CVS), alors que la



Source : Aéroport de La Réunion Roland Garros, CVS IEDOM - © IEDOM

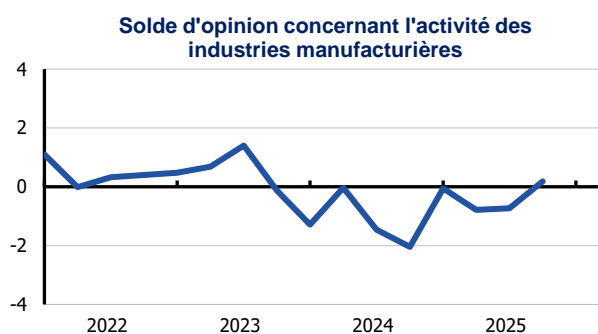
fréquentation extérieure au premier semestre était déjà en hausse (+3 %) par rapport à la même période en 2024. Les prévisions d'investissement à 12 mois demeurent positives pour le 4<sup>e</sup> trimestre consécutif.

Dans le secteur du **commerce**, les chefs d'entreprise constatent une baisse du volume d'affaires, après la hausse observée au trimestre précédent. Les recettes d'octroi de mer - qui reflètent dans une certaine mesure le niveau des achats de biens - baissent sensiblement (- 10,9 %, donnée CVS). Néanmoins, certains secteurs donnent des signes d'amélioration : les ventes de véhicules neufs aux particuliers augmentent de 12,1 % sur le trimestre (donnée CVS).



Source : SDES, CVS IEDOM - © IEDOM

Dans le secteur des **industries manufacturières**, le volume d'affaires s'améliore sur le trimestre pour la première fois depuis mi-2023, en lien avec la progression du carnet de commande. Selon les professionnels du secteur, les effectifs déclarés sont toutefois en baisse. Les soldes de gestion ainsi que les prévisions d'investissements sur les 12 prochains mois sont négatifs.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM - © IEDOM

## Une croissance soutenue dans la région, au prix de tensions inflationnistes

À Madagascar, la croissance économique atteindrait +4 % en 2025 selon la Banque mondiale. Cette croissance serait portée par le dynamisme des investissements, et de l'activité des secteurs de la construction et du tourisme. Selon la Banque centrale, l'inflation mesurée en glissement annuel fléchit à fin septembre pour atteindre +7,5 % (après +8,2 % en juin 2025). Son niveau encore élevé, lié aux pressions inflationnistes des prix des denrées alimentaires et des importations, a décidé la Banque Centrale à maintenir son taux directeur à 12,0 %. Celle-ci prévoit une baisse de l'inflation en 2026-2027, en anticipant notamment une baisse des prix de l'énergie et du prix du riz. À noter, la récente crise politique a conduit l'agence Standard & Poor's à dégrader la note de la dette souveraine de Madagascar, désormais « sous surveillance négative ».

À Maurice, la croissance est estimée à +3,6 % au deuxième trimestre 2025 selon la Banque centrale (BoM). Les secteurs tertiaires, de l'agriculture et des services financiers contribuent positivement au développement de l'activité. Le secteur du tourisme connaît un regain de dynamisme, alors que l'activité du secteur du bâtiment et de la construction se contracte. Par ailleurs, l'inflation moyenne en 2025 atteindrait +3,7 %.

En Afrique du Sud, selon le FMI, le PIB devrait croître de +1,1 % en 2025. La Banque centrale (SARB) estime quant à elle une inflation à +3,4 % en glissement annuel à fin septembre 2025. Les prix des produits alimentaires et de l'énergie participent fortement à la hausse de l'indice général des prix à la consommation. Le risque de renforcement des pressions inflationnistes liées à ces deux composantes conduit la SARB à maintenir son taux directeur inchangé.

Aux Seychelles, la Banque centrale prévoit une croissance économique de +3,0 % en 2025, après +3,3 % en 2024. Le PIB est majoritairement soutenu par l'activité touristique, le secteur de la pêche ainsi que le secteur des TICs. L'inflation a suivi une trajectoire décroissante : elle atteint +0,3 % en octobre en glissement annuel. Dans ce contexte, le taux directeur de la Banque centrale est stable depuis mars 2024.

Aux Comores, selon le FMI, la croissance du PIB devrait atteindre +3,8 % en 2025 (+3,4 % en 2024), portée notamment par l'investissement public et le crédit au secteur privé. En parallèle, au deuxième trimestre l'inflation baisse de 2,2 %, pour une prévision en moyenne annuelle de 3,5 % en 2025.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

## Un environnement international toujours incertain

Les perspectives de croissance de l'économie mondiale sont stables et le FMI dans ses prévisions d'octobre (WEO octobre 2025) maintient globalement les prévisions communiquées en juillet 2025, à 3,2 % en 2025, et à 3,1 % en 2026. Cette apparente stabilité ne doit pas occulter les incertitudes nées de l'établissement de nouveaux droits de douane aux Etats-Unis. Leurs effets pourraient s'accroître dans le futur, lorsque s'atténueront les effets des mesures de compensation adoptées suite à leur établissement ; telle la constitution de stocks importants. Le FMI maintient également ses anticipations d'inflation globale, à 4,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026, chiffres inchangés par rapport à ceux communiqués en juillet 2025.

Les États-Unis bénéficient de perspectives de croissance en hausse, le FMI ajustant ses anticipations pour l'année 2025, à 2,0 %, contre une estimation à 1,9 % en juillet. Les facteurs de cet optimisme ; droits de douane plus faibles qu'attendu, adoption de la loi budgétaire OBBBA et conditions de financement avantageuses ; sont inchangés. Le FMI anticipe au second semestre 2025 une inflation plus soutenue qu'anticipée en juillet, à mesure que l'impact de la hausse des droits de douane se répercute sur les consommateurs.

Plus modestes que celles des États-Unis, les anticipations de croissance du FMI pour la zone Euro en 2025 sont également orientées à la hausse. Celles-ci s'élèvent à 1,2 % contre 1,0 % dans les projections communiquées en juillet 2025. Les projections pour 2026 sont en revanche révisées à la baisse, à 1,1 %, contre 1,2 % en juillet, en raison de la persistance d'incertitudes dans de nombreux domaines et de l'augmentation des droits de douane.

En France, la croissance a poursuivi son accélération au troisième trimestre, le PIB augmentant de 0,5 % en volume, après des hausses de 0,1 % au premier trimestre et 0,3 % au second trimestre, selon l'Insee. Cette expansion procède notamment d'une demande intérieure finale plus soutenue et d'une hausse de la formation brute de capital fixe, tandis que la consommation des ménages confirme son ancrage en territoire positif, à +0,1 %. La Banque de France anticipe dans ses projections macroéconomiques intermédiaires de septembre 2025 une croissance de 0,7 % en 2025, suivie d'une augmentation légèrement plus soutenue en 2026, à +0,9 %.

Une hausse des salaires réels bénéficiant à la consommation des ménages renforce les perspectives de croissance au Japon, révisées à la hausse par le FMI, à 1,1 % pour 2025 puis 0,6 % pour 2026. L'économie nippone reste cependant vulnérable aux incertitudes nées du ralentissement de la demande extérieure.

Les perspectives de croissance pour les pays émergents sont globalement stables. La Chine bénéficie d'une consommation interne plus robuste qu'attendue et d'une accélération des échanges internationaux. Ces facteurs permettent une stabilisation, à 4,8 % pour l'année 2025, des anticipations de la croissance du FMI, après les turbulences générées par l'adoption des droits de douanes américains. L'Inde bénéficie d'une révision à la hausse de ses prévisions de croissance pour 2025, à 6,6 %.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

Toutes les publications de l'ledom sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : P. La Cognata ■ Responsable de la rédaction : N. Gopalraja

Rédaction : A. Le Guillerme

